

Le Courriel d'information

n°205 – Vendredi 26 janvier 2001.

JOUR J +1

Dans ce numéro

En bref…

1- Jour J+1 pour ceux qui restent. Pas d'argent, pas de temps ? Pas de panique il y a plein de moyens de voir, de participer et d'agir.
2- Le WEF en bref. 58% des Suisses sont pour laisser le droit de manifester à Davos d'après un sondage. Mais de qui les autorités suisses tiennent leurs ordres ? D'autres informations.
3- Oui, le rêve est possible! Il ne s'agit pas de « Wonderland » mais de l'Imagination, de la volonté et des efforts des êtres humains pour changer leur réalité. Ils y réussissent…
4- Bush et les IFI. La nouvelle administration face à la Banque mondiale et au FMI n'aura sans doute pas la même politique.
5- Nice 2000. Après les manifestations, la répression continue ! Appel à se rassembler le 29 janvier en solidarité avec les inculpés.
6- Montpellier 2001. En février d'abord le 9 février puis les 15 et 16 février auront lieu de vastes mobilisations. En voici le programme.
7- Questions de Survie. L'association Survie est attaquée par trois chefs d'état africains pour avoir publié des informations sur eux dans ses ouvrages. Nous vous en avions déjà parlé dans un Courriel précédent.

Jour J +1 pour ceux qui restent.

Le Forum Social Mondial a débuté hier. Lorsque vous recevrez ce Courriel, vendredi matin, ils en seront à la fin de la première soirée. Vous ne pouvez pas être à Porto Alegre, vous ne pouvez pas aller à Davos pour la manifestation de demain, que vous reste-t-il ?

D'abord et avant tout Internet.

1- Le duplex en direct dimanche 28 à partir de 17h00 (heure de Paris) sur www.madmundo.tv

2- Les reportages sur Davos effectués par une équipe de télévision Internet sur http://www.clicvision.com (ils ne seront peut-être pas mis en ligne en direct…)

3- Les reportages à Davos et à Porto Alegre de l'Independent Media Center sur http://www.indymedia.org

4- Les journalistes qui le souhaitent, présents sur place, publieront des articles à partir de http://fsm.rits.org.br/fsm/ Vous y trouverez un peu de tout… et des photos.

5- N'oubliez pas que vous pouvez utiliser un gadget et envoyer vos « vœux » à ceux de Davos (les participants aux WEF, pas les manifestants encore interdits de rue…) à partir de 17h00 tous les jours : http://www.hellomrpresident.com



Ensuite dans vos journaux papiers, télévisuels ou radiophoniques.

Comme le Courriel d'information ainsi que vous avez pu le lire ces dernières semaines a établi une relation de collaboration et de partenariat avec Le Courrier de Genève qui nous a donné le droit d'utiliser ses articles, nous vous en conseillons la lecture. Vous pourrez retrouver le journal par Internet http://www.lecourrier.ch/ avec ses deux dossiers sur Davos et sur Porto Alegre.

Mais nous sommes certains que dans vos kiosques vous trouverez aussi lecture à votre pied. Sans parler des télévisions et radios. Pour ceux qui captent France Inter, Daniel Mermet fera une émission en direct de Porto Alegre Jeudi, Vendredi, Lundi et Mardi, de 17 à 18h.

Enfin près de chez vous...

De nombreux groupes locaux profitent de l'occasion pour organiser des actions. Par exemple à Avignon, mais aussi ailleurs :

« Ils veulent aider les pauvres.
Je veux supprimer la misère »
(Victor HUGO)
%attac Grand Avignon vous invite à un rassemblement, le Samedi 27 janvier à partir de 14 heures 30 sur la place de l'Horloge à AVIGNON avec votre pierre, avec vos pierres pour écrire ensemble cet aphorisme de Victor Hugo.

Nous manifesterons ainsi notre sympathie et, nous l'espérons, notre engagement pour la réussite du forum social mondial de Porto Alegre, (le pendant du sommet libéral de Davos), qui rassemblera dans cette ville du sud du Brésil, entre le 25 et le 30 janvier 2001 toutes les organisations et les associations qui entendent proclamer qu'un autre monde, plus humain, est possible et nécessaire.

Sont attendues, à Porto Alegre, vos pierres en témoignage des mouvements et organisations du monde entier, pour construire une première mosaïque citoyenne.

%Attac Grand Avignon vous propose de participer à cette action.

Ecrivons ensemble cet aphorisme de Victor HUGO.

Apportez votre pierre, vos pierres, un signe de votre adhésion à cette démarche constructive, militante, solidaire et citoyenne pour un monde à dimension humaine.

La bonne bouche pour la vraie fin. ATTAC France prépare un CD Audio sur Porto Alegre dont nous aurons l'occasion de reparler dans les prochaines semaines.

Le WEF en bref

A Davos en passant par Zurich

CONFÉRENCE - La plate-forme L'Autre Davos organise demain au Volkhaus de Zurich une conférence internationale sur les résistances à la mondialisation du capital1. Des réflexions sur les conséquences sociales et environnementales du néolibéralisme seront menées, dès 13 h 30, grâce à l'apport de militants et d'intellectuels du Sud comme du Nord. Deux exemples concrets seront plus longuement évoqués: le conflit israélo-palestinien et la guerre civile en Colombie. Une délégation de paysans colombiens de la Coordination des cultivateurs de coca et d'opium (Cocca) expliquera son opposition au «Plan Colombie».

Les personnes souhaitant assister à tout ou partie de la journée peuvent disposer d'un logement pour une ou deux nuits (15 et 25 francs). Un repas est également prévu le vendredi soir au prix de 17 francs. Le lendemain, un voyage en car (30 francs) permettra de rejoindre la station grisonne pour la manifestation de protestation contre le Forum économique de Davos2.

L'Autre Davos est soutenu notamment par ATTAC, la Déclaration de Berne, l'hebdomadaire alémanique WochenZeitung, le syndicat Comedia, le réseau «Raisons d'agir» et les Amis du Monde diplomatique.

1 De 13 h 30 à 22h30. Volkhaus de Zurich, Stauffacherstr. 60, tram 3 ou 14, à 15 minutes à pied de la gare.
2 Inscription pour le logement et renseignements sur Internet: www.otherdavos.ch

Manifs soutenues

SONDAGE - Les organisateurs des manifestations anti-Forum de Davos ont meilleure presse auprès de la population suisse qu'auprès des autorités. 58% des Helvètes seraient favorables à une opposition s'exprimant sous cette forme, pour autant qu'elle soit pacifique. Ce chiffre ressort d'une enquête



menée par l'Institut de sondage IHA-GfM auprès de 1000 personnes, réalisée pour le magazine Facts et publiée jeudi. La moitié des sondés ne croit pas aux intentions proclamées par les participants au congrès, tels que réduire la pauvreté dans le monde ou protéger l'environnement.
ATS/CO

«Ne venez pas à Davos!»

FORUM - Le Gouvernement grison hausse le ton pour décourager les manifestants souhaitant se rendre, ce samedi, à Davos.

A la veille du Forum économique de Davos, le conseiller d'Etat grison Peter Aliesch a enjoint les opposants pacifiques au congrès à ne pas participer à la manifestation non autorisée de samedi. «Ne venez pas à Davos», leur a-t-il demandé hier lors d'une conférence de presse.
Jusqu'au début de cette semaine, les organisateurs de la manifestation ne se sont pas clairement distancés des actes de violence, a expliqué M. Aliesch. Le chef de la police cantonale a profité de l'occasion pour mettre les choses aux points: les forces de l'ordre ne toléreront aucune violence de la part des manifestants. La police a reçu l'ordre de réprimer tout débordement et de limiter les dégâts au maximum, a ajouté son responsable. Selon lui, la sécurité des participants au Forum est primordiale pour le Gouvernement grison, qui tient beaucoup à ce que la prochaine édition puisse de nouveau se dérouler à Davos.

«VANDALES»

Avec plus de 1000 agents de la sécurité mobilisés, le dispositif mis en place pour assurer la protection des hôtes du forum est impressionnant. Du jamais vu depuis plusieurs décennies. Outre des policiers venus de toute la Suisse et du Liechtenstein, 300 gardes-fortifications et 600 soldats ont été mis à disposition par la Confédération. Entouré de barbelés, le palais des congrès de Davos, où se déroulera le forum, ressemble davantage à une forteresse. La station de ski grisonne affichera un tout autre visage pendant les six jours que durera le symposium, a d'ailleurs fait remarquer le commandant de la police cantonale Markus Reinhardt.

Tout en motivant le dispositif déployé par les risques d'actes de violence, il a affirmé: «La police se refusera à endosser le rôle de l'agresseur, car la manifestation prévue samedi est illégale.» Le maire de Davos lui a déclaré que la population, favorable au Forum, selon lui, ne montrerait aucune indulgence à l'égard des «vandales».
ATS

«Pas de poulets jurassiens au WEF!»

Une centaine de personnes ont manifesté hier à Delémont contre la présence de policiers jurassiens au Forum économique mondial. «Pas de poulets jurassiens à Davos!», pouvait-on lire sur un tract.

Les manifestants se sont réunis vers 18 h 45 devant la gare à l'appel d'une quinzaine d'organisations, dont les partis de gauche, attac-Jura, l'Espace noir et le groupe Bélier. Ils se sont ensuite rendus en cortège jusque devant la gendarmerie de Delémont.

Devant le poste de police, les manifestants ont grillé cinq poulets. Indignés par l'Interdiction de la manifestation prévue ce samedi à Davos, symbole que «l'économie néolibérale met en danger la démocratie», les contestataires dénoncent la complicité des autorités jurassiennes qui ont mis à dispositions leurs forces de police. Les manifestants ont par ailleurs distribués des tracts hostiles à la mondialisation et appelant les Jurassiens à se rendre en masse à la manifestation davosienne. Aucun policier ne s'est montré pendant le rassemblement. Les portes et volets du poste étaient fermés. Les manifestants ont bloqué la porte d'entrée avec une chaîne.

Le ministre de la Police et président du gouvernement, Claude Hêche, a été interrogé le matin au Parlement sur la présence de cinq policiers jurassiens à Davos. Ils ont été envoyés dans le cadre de l'accord romand d'entraide intercantonal, a précisé le ministre. Les policiers jurassiens n'auront pas de mission de maintien de l'ordre, a encore indiqué Claude Hêche. Le canton a tenu à marquer sa différence en exigeant que ses gendarmes ne soient pas confrontés aux manifestants, a-t-il ajouté.
ATS/BPz

Article publié en collaboration avec Le Courrier
http://www.lecourrier.ch/

Oui, le rêve est possible!

La porte métallique s'ouvre. Des deux côtés de la rue s'alignent des petites maisons de deux étages. Derrière ces maisonnettes, d'autres rues semblables. Ici habitent des familles qui, week-



end après week-end, ont construit leurs logements.

Tout autour de Sao Paulo, de tels collectifs existent. Ces gens-là se sont battus pour obtenir, légalement ou illégalement, le terrain. Puis, ils ont trouvé des petits crédits. Puis, ils ont bâti. En bas de la rue, derrière une autre porte en fer, le long d'un ruisseau, s'étend une favela. Le contraste est saisissant. Le sentiment intense d'une juxtaposition de l'espoir et de la désespérance. Et pourtant!

Le lendemain, visite de l'autre côté de la grille. Enchevêtrement de ruelles en terre. Tout à coup, un enfant souriant montre un trou, duquel émerge une échelle. Descente et entrée dans une pièce. Une famille élargie d'une dizaine de personnes vit ici. La mère est souriante. Depuis peu, grâce à un petit programme de réinsertion sociale, l'alcool a quitté les lieux, les deux plus grands garçons sont scolarisés, et elle a pu couler une chape de béton sur le sol, ce qui améliore la salubrité du lieu. Les visiteurs ont la gorge serrée, le cœur pris entre la nausée et un intense sentiment de révolte. Et cette femme qui les accueille, qui explique comment elle a recouvré l'espoir. Une question est posée aux enfants. Quelle profession souhaiteraient-ils exercer? Le décalage entre la question et le contexte est abyssal.

Rencontre avec la nouvelle maire de la ville, élue de la gauche. La tâche est terrifiante. Première étape: ramener à un niveau de vie très modeste mais au moins décent 20% des 306 000 familles les plus démunies.

Des très nombreuses rencontres de ces derniers jours, il ressort de manière incontestable que les droits des plus pauvres sont systématiquement bafoués. Quelques lois sociales, en particulier concernant l'aide aux enfants et aux adolescents, ont bien été votées, mais jamais respectées.

Tout, absolument tout ce qui est réalisé résulte de combats incessants contre des pouvoirs politiques au service d'une oligarchie. Et lorsque l'on parle de combats, il importe de rappeler que l'environnement social est tout sauf serein. Dans un centre d'aide aux adolescents, sur 250 jeunes de 13 à 16 ans qui ont été encadrés par le centre en deux ans, 30 sont morts assassinés, soit par le milieu criminel soit par les polices parallèles. C'est pourquoi les espoirs suscités par l'élection de Martha Suplicy sont immenses.

Les visites aux îlots de résistance se succèdent. Rencontre hier avec des familles qui squattent un gigantesque immeuble au centre-ville. Voyage ensuite pour vivre une journée avec des militants du Mouvement des sans terre.

Cette immersion dans la réalité du monde d'aujourd'hui et surtout dans la vie des gens les plus maltraités par les puissants constitue une introduction exemplaire au Forum social mondial.

Oui, un autre monde est certainement possible. Reste à le construire et donc à reprendre aux prédateurs de Davos le pouvoir qu'ils se sont donné. Car, faut-il le rappeler sans cesse, ce ne pourra jamais être à Davos, ou à Nice, ou dans tout autre cénacle de puissants plus ou moins compatissants, ou de technocrates plus ou moins avisés, que pourront être vraiment entendues les voix des écrasés.

Oui, un autre monde est possible. Mais il ne pourra jamais se construire avec celles et ceux qui bénéficient le plus de ce désordre si inhumain. Il devra se penser et se bâtir en partant non des demandes solvables mais des besoins des plus pauvres.

Demain (aujourd'hui, ndlr), nous serons à Porto Alegre avec cet espoir.

PATRICE MUGNY, Conseiller national genevois, délégué écologiste au Forum social mondial.
SAO PAULO (BRÉSIL)
Article publié en collaboration avec Le Courrier
http://www.lecourrier.ch/

Bush et les IFI

L'Administration Bush menace les deux jumelles de Bretton Woods : La crise asiatique et le Rapport Meltzer sont passés par là.

L'arrivée des Républicains à la Maison Blanche sème le trouble aussi bien au FMI qu'à la BM. Les Institutions de Bretton Woods vont perdre leurs protecteurs comme le Secrétaire au Trésor Larry Summers qui estimait qu'elles étaient le pivot pour atteindre les objectifs de la politique économique US à l'étranger. Avec le Pdt Bush, arrivent aux commandes des technocrates et analystes conservateurs plus proches de la pensée de la Commission sur les Institutions Financières Internationales du Congrès. Cette Commission, encore dénommée "Commission Meltzer", du nom de son Pdt, le banquier Alan Meltzer, avait présenté en 2000 un rapport faisant le procès du FMI qu'elle accusait d'être à

l'origine de l'instabilité économique. Quant à la BM elle lui reprochait de ne pas être en phase avec ses missions de promotion du développement et de réduction de la pauvreté dans le monde On murmure, que J.Wolfensohn, Pdt de la BM, envisage de donner sa démission avant la fin de son second mandat.

La transition politique à Washington arrive au plus mauvais moment pour les deux institutions. On ne reviendra pas sur les causes et les conséquences de la crise asiatique provoquée par le FMI avec l'aide du Trésor US (en particulier leur refus de mettre en place un Fonds Monétaire Asiatique). La droite américaine a dénoncé le Fonds de favoriser le “risque moral” (comme l'ancien Secrétaire au Trésor George Schultz appelant à son élimination) et les libéraux radicaux, comme Jeffrey Sachs, l'ont attaqué pour menacer la stabilité macroéconomique et la prospérité. Déjà en 99, une alliance libérale-conservatrice avait bien failli faire rejeter l'augmentation de la quote-part US au Fonds de 14 Mds$.

Quant aux PAS (Plans d'Ajustement Structurel), ils ont démontré tous leurs effets négatifs sur la croissance. Il n'y eut guère qu'une poignée de pays qui ont réussi à avoir une croissance stable, au nombre desquels, le cas très spécial du Chili de Pinochet sur lequel on peut s'interroger. Ailleurs les PAS ont institutionnalisé la stagnation. En Amérique Latine, par exemple, le revenu a augmenté de 75 % pendant les années 60 et 70, alors que les économies régionales étaient relativement fermées, mais la croissance n'y a été que de 6 % au cours des deux dernières décades. Du coté de l'augmentation considérable des inégalités, les PAS furent sans conteste un succès. (voir l'étude de la Cnuced couvrant 124 pays).

Mais le mal apparut tellement évident durant l'année 99, que le soutien de Washington commença à se réduire. La perte de légitimité et de soutien était telle à la fin du $20^{\text{ième}}$ siècle que Larry Summers (qui, antérieurement à son poste de Secrétaire au Trésor avait été économiste en chef à la BM et donc l'un des principaux promoteurs de l'ajustement structurel) perçut qu'il ne pourrait s'en tirer qu'en critiquant le Fonds.

La BM semblait échapper à cette faillite. Depuis sa prise de commande en 96, Wolfensohn, avait essayé de reforger l'image de la Banque par une politique de communication avec les ONG, aidé par une machine de relations publiques bien huilée. Non seulement l'Institution s'éloigna de la politique d'ajustement structurel mais elle fit aussi de l'élimination de la pauvreté sa mission centrale. En clair, sa meilleure défense était d'étendre les missions de l'agence. Mais en février 2000 la Commission Meltzer torpilla tout cela. Ainsi, ses enquêtes minutieuses mirent à jour le fait que 80 % des ressources de la BM n'étaient pas tournées vers les pays les plus pauvres mais vers ceux qui, à l'aise, disposent de bonnes notations financières et ont la possibilité de lever des fonds sur les marchés financiers internationaux. Le taux d'échec des projets de la Banque s'élèvent à près de 70 % dans les pays les plus pauvres (60 % dans l'ensemble des PVD).

Que faire alors de la Banque ? La Commission Meltzer demandait avec insistance que ses activités de prêts soient dévolues aux banques de développement régionales. Les lecteurs du rapport ont vite réalisé que pour la Commission “il est essentiel de se débarrasser du FMI et de la BM”, but qui bénéficie de “larges soutiens au Congrès”. Peu de monde se porta au secours de la Banque. L'affirmation que le “bonne gouvernance” était sa préoccupation fut démentie par la révélation de sa profonde implication avec le régime Suharto, à qui elle transféra plus de 30 Mds$ en 30 ans. Plusieurs rapports (dont un interne à la BM) établirent qu'elle y toléra la corruption, légitima la dictature en le présentant en modèle à d'autres pays et adopta une attitude laxiste sur les droits humains et le contrôle monopolistique de l'économie.

La représentation d'une Banque sensible aux questions d'environnement s'évanouit également devant l'avalanche de critiques postérieures au rapport Meltzer: son soutien sans faille au pipe-line Tchad-Cameroun, qui devrait endommager la Foret du littoral atlantique du Cameroun, parmi d'autres ; son projet d'éradication de la Pauvreté en Chine occidentale transformant un ecosystème aride sur lequel vivent des pasteurs de la minorité tibétaine ou mongolienne en terre de peuplement pour les habitants d'autres régions chinoises...

Faisant place au mythe, la réalité est que les prêts destinés à l'amélioration de l'environnement ont chuté de 32.7 % entre 98 et 99 par rapport à l'ensemble des prêts de la Banque. L'équipe chargée des questions d'environnement à la BM a été si marginalisée que Herman Daly, économiste écologiste, quitta son poste à la BM sentant que lui et ses confrères n'avaient absolument aucune influence sur la politique de l'agence.



D'après Walden Bello de Focus on the Global South. Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit
de le contacter... Merci

Nice 2000. Après les manifestations, la répression continue !

Quinze des personnes interpellées pendant le sommet de Nice, les 6 et 7 décembre, vont comparaître très prochainement devant le Tribunal de Nice. Dès le 8 décembre, en comparution immédiate, Ana et José avaient écopé d'un mois de prison ferme, assorti de deux ans d'interdiction de séjour pour avoir été en possession d'un canif (et d'un fromage!) dans leur sac à dos. C'est une suite logique de toutes les entraves mises à l'expression des citoyens avant, pendant et après le contre-sommet de Nice.

Les prochains procès se tiendront le 29 janvier et les 1, 5, 7, 13 et 20 février.

Les motifs invoqués sont des plus futiles, comme l'entrave à la circulation, alors que celle-ci était interdite dans Nice. En fait, il s'agit de frapper pour l'exemple les manifestantes et manifestants qui se trouvaient, à ce moment là, sous la main et les matraques de la police. Plusieurs se plaignent d'avoir été victimes de violences de la part des policiers qui les appréhendaient.

Nous ne pouvons laisser faire cette répression et ces caricatures de justice. Il devient plus dangereux de manifester que de détourner des milliards !

Les exemples de répression des acteurs du mouvement social, syndical et citoyen se multiplient de manière de plus en plus inquiétante depuis quelques années. C'est le droit de manifester et la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Europe qui sont remis en cause (fermeture des frontières franco-italienne et franco-espagnole aux manifestants européens du contre-sommet).

Nous appelons à des rassemblements de protestation le jour du premier procès.

- A PARIS - DEVANT LE MINISTERE DE LA JUSTICE, PLACE VENDOME. LUNDI 29 JANVIER 2001 A 12H

- A NICE - DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE, VIEUX-NICE LUNDI 29 JANVIER 2001 A 12H 30

Collectif pour une autre Charte

Groupe justice du Collectif des Alpes Maritimes pour le Contre-Sommet. Pour une Europe Sociale et Solidaire.

Montpellier 2001

COMMUNIQUE INFORMATIF
Destinataires : Toutes Rédactions

Montpellier va être durant le mois de février le théâtre de grandes manifestations visant à soutenir la lutte contre la mondialisation libérale. Au travers des 3 procès qui vont se dérouler à Montpellier, des militants de la Confédération Paysanne se retrouvent face au phénomène d'une répression grandissante de l'action syndicale.

Leur unique faute réside dans le fait qu'ils militent pour une autre agriculture, une alternative au productivisme agricole soutenu par le lobby agro-chimique et par une partie de la recherche. Au coeur de leurs motivations, ce sont avant tout la défense d'une agriculture solidaire et durable, d'une alimentation de qualité pour tous et ce dans des conditions de travail et de vie satisfaisantes.

Le 8 février : Procès du CIRAD

José Bové René Riesel et Dominique Soullier comparaissent pour la destruction d'expérimentations de riz transgénique au Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). Cette action a été menée le 5 juin 1999 en présence de la Caravane Intercontinentale des Indiens du Karnataka et de nombreux militants associatifs, syndicaux et citoyens. Elle visait à dénoncer les dérives de la recherche publique française en matière d'OGM et l'influence de multinationales agro-chimiques et semencières dans ces orientations. Par la même, c'est le principe de précaution, le rejet majoritaire des OGM par l'opinion publique et les conséquences sur les agricultures du Sud qui sont en jeu.

Le 15 février : Procès en appel des inculpés de Rodez

8 militants dont José Bové, comparaissent devant la Cour d'appel. En effet, pour dénoncer les accords de Berlin, modifiant unilatéralement les modalités de la Politique Agricole Commune



(P.A.C), ils avaient retenu à la Préfecture de Rodez des conseillés du Ministère de l'Agriculture. A la suite de la relaxe, c'est le tribunal de Rodez qui a fait appel et qui confirme la tendance d'une répression syndicale accrue.

Le 15 & 16 février : Procès en appel des inculpés du démontage du Mac Do de Millau

Les 10 condamnés du procès de Millau pour le démontage d'un Mac Do en construction, se retrouvent devant la Cour d'appel pour rejeter les sanctions très lourdes les ayant touchées.

L'action « symbolique » des militants était une réponse à l'application de mesures de rétorsion américaines pour le refus de l'Union européenne d'importer de la viande aux hormones. C'est aussi l'expression d'une opposition à l'OMC s'inscrivant dans la seule et unique logique libérale au mépris des conséquences économiques, sociales et environnementales

Ce seront 3 jours pour : Le refus de la répression syndicale et de la mondialisation libérale. La défense des libertés et de choix du citoyen-consommateur.

A cette occasion, des manifestations, des rassemblements, des forums, des spectacles de rues viendront montrer que le front du refus de la mondialisation libérale est actif et crédible. En voici le programme :

8 FEVRIER :
9H00 : Rassemblement au Peyrou pour l'entrée des inculpés au Tribunal de Grande Instance
FORUMS
1- O.G.M et viticulture 10H30 -13H (salle Pitot) animé par Pascal Frissan, en présence de membres de l'Appel de Beaune et de nombreux professionnels de la viticulture.
2- OGM et Pays du Sud 10H30-13H (salle Rabelais)
3- OGM et recherche publique 14H30-17H(salle Pitot)
4- OGM et droit à l'Information et à la transparence 14H30-17H (salle Rabelais)
STANDS MILITANTS
MARCHES PAYSAN
17H00 :MANIFESTATION (Peyrou-Peyrou)
MEETING AVEC LES INCULPES

15 FEVRIER :
14H00 :Rassemblement au Peyrou à l'entrée des inculpés au tribunal.
FORUMS :18H à 20H
1- L'eau (animation par Attac) (salle Pitot)
2- Comment sortir de la mal-bouffe ? (animation par la Conf. Paysanne) (salle Rabelais)
3- Les transnationales (animation par la CCOMC) (salle Belvédère)

16 FEVRIER :
9H00 :Rassemblement au Peyrou à l'entrée des inculpés au tribunal de Montpellier.
FORUMS : 10H à 12H
1- Les services publics confrontés à la logique de l'OMC (G10-AITEC) (salle Rabelais)
2- La répression des mouvements sociaux (animat° par Droits Devant ! J.C.Amara) (salle Pitot)
3- Le Forum Social Mondial de Porto Alegre (compte rendu et débat animé par Attac) (salle Belvédère)
4- Propositions de réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) par des paysans espagnols (de Catalogne-Pays Basque-région de Madrid et du syndicat EHNE-COAGE affilié à la Confédération Paysanne Européenne) (lieu à définir)
14H00 :MANIFESTATION CARNAVALESQUE sous le thème « Les Grains de Sable auront la peau de l'Empire » à l'issue du procès (Comédie-Comédie)
MEETING AVEC LES INCULPES

Commission Presse-média du Comité de soutien aux inculpés du Cirad et de Millau

CONTACTS : 23 Rue Lakanal ; Montpellier.
Informations générales:
Tél/Fax : 04 67 79 17 67
n°indigo 0825 888 108 (0,98F/mn)
mail : gdix34@club-internet.fr
Site web : http://millaumontpellier.free.fr

Questions de Survie

1. Votre président, François-Xavier Verschave, vient de publier un ouvrage Noir Silence (1). Trois chefs d'Etat africains l'attaquent en justice. Pour quelles raisons ?

Ces chefs d'état - Omar Bongo, Idriss Deby et Denis Sassou Nguesso - sont ouvertement mis en cause par François-Xavier Verschave, l'auteur, comme responsables d'actes résolument criminels (dictatures, assassinats, malversations financières ou électorales), attestés depuis par nombres d'enquêtes et de témoignages. La particularité est qu'ils nous attaquent pour "offense à chef d'état" : ce délit archaïque ne vous permet pas, au tribunal, d'apporter la preuve de ce que vous avancez. Dans un procès en diffamation, si l'on donne des preuves suffisantes de ce que l'on avance, le



plaignant est débouté. Dans ce cas de figure, ces trois chefs d'état ne sont vraisemblablement pas sûrs de leur fait, sinon ils ne nous empêcheraient pas de prouver nos dires.

2. Quelles sont les objectifs et les activités de l'association Survie domiciliée avenue du Maine ?

Survie existe depuis 1984 et est une association classique de type loi 1901. L'idée de départ était d'initier au Parlement une "loi pour la survie et le développement", et plus largement de dénoncer la politique d'aide publique au développement menée par la France. En y travaillant, nous nous sommes aperçus que l'inefficacité des politiques de coopération menées par la France en Afrique venait d'un manque de volonté politique : pire, ce sont à la fois la main-mise d'un petit nombre de décideurs politiques et économiques sur la politique africaine de la France, puis le glissement de celle-ci vers l'arbitraire et le sordide, qui sont apparues au grand jour. Nous avons donc, à partir de 1994, dû nous atteler à une autre tâche : exiger que la politique de la France sur le continent africain retrouve un minimum de contrôle démocratique et de respect des principes républicains. Aujourd'hui, Survie s'assigne trois objectifs : - Réinventer la solidarité internationale, spécialement en travaillant à la promotion de Biens publics à l'échelle mondiale. - Ramener à la raison la politique africaine de la France en en dénonçant les travers. - Combattre la banalisation du génocide et de toutes les formes de crime contre l'humanité. Nous faisons donc essentiellement de la mobilisation citoyenne par l'information et la sensibilisation, et à travers divers supports : des publications (dont "la Françafrique" (2), ouvrage qui précède "Noir Silence"), Billets d'Afrique (notre revue mensuelle d'information), des campagnes d'information (nos deux dernières concernent la ratification de la convention internationale des mercenaires et la dénonciation de la position occupée par le groupe Bolloré en Afrique), enfin par la diffusion de nos activités par des groupes régionaux.

3. Ce procès menace-t-il votre association ? Le cas échéant, comment vous soutenir ?

Les risques concrets et directs de ce procès sont clairs : 300000 F d'amende par plainte portée, respectivement pour l'auteur et pour l'éditeur. Dans la mesure où nous sommes une petite structure avec peu de moyens, cette affaire peut donc condamner Survie à mort. Nous ne sommes cependant pas fâchés de profiter de la tribune exceptionnelle que nous offre ce procès, qui aura lieu les 28 février, 5 et 7 mars 2001. Il permettra en effet à nombre de témoins d'expliciter la vrai nature des relations franco-africaines. Concrètement, nous avons besoin du soutien de tous : d'abord en signant et en diffusant la motion de soutien que nous ferons parvenir à tous ceux qui nous solliciterons. Ensuite, en rejoignant Survie et en nous aidant à étendre notre combat le plus largement possible.

Propos recueillis par Pierre Lada

Un meeting de soutien avec la participation de F.X. Verschave est prévu à Paris le 24 janvier (lieu à préciser). Survie -57, avenue du Maine, 75014 Paris - Tél : 01-43-27-03-25, Fax : 01-43-20-55-58, E-mail : survie@globenet.org Site : http://www.globenet.org/survie

(1) : Noir Silence. Les arènes : 2000
(2) : La Françafrique. Le plus long scandale de la République. Stock : 1998

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

Vendredi: PORTO ALEGRE - CH: ZURICH (Autre Davos) – FR : CRETEIL – LYON – LA CIOTAT – GRENOBLE – FOIX – LA VALETTE

Samedi: PORTO ALEGRE – DAVOS (manifestation) – MILLAS – PARIS 11 – LYON – TOMBLAINE – VARANGEVILLE – GRENOBLE – ST GIRONS - AVIGNON

Dimanche: PORTO ALEGRE – DUPLEX FSM/WEF – PARIS 11

Lundi: PORTO ALEGRE – BE : LIEGE – FR: LA ROCHELLE – BRON

Mardi: PORTO ALEGRE – LYON – VAULX EN VELIN – LA VERRIERE